

Nous ne sommes certes pas censés croire que les politiques fiscales et monétaires adoptées jusqu'ici ont été appropriées. Si elles l'ont été, pourquoi le problème s'est-il tellement aggravé depuis que le gouvernement a commencé à appliquer ces politiques? Une foule d'indications révèlent que, dans de nombreux cas, les politiques fiscales et monétaires du gouvernement ont été singulièrement inappropriées. Une fois encore, honorables sénateurs, il est juste de dire que cette situation s'applique à tous les autres gouvernements dans le monde, exception faite peut-être des quelques-uns que j'ai mentionnés tantôt. Les spécialistes au service de l'État et les autres, tout au moins dans le monde occidental, n'ont jamais été à la hauteur de la situation et je veux parler ici des spécialistes du monde des affaires, du monde ouvrier, des universités et des autres secteurs.

Cependant, s'il y a une mesure indispensable pour juguler l'inflation qui obtient l'assentiment quasi universel c'est une réduction rigoureuse des dépenses du gouvernement à tous les niveaux. Le discours du trône affirme que «le gouvernement restreindra ses propres dépenses...» et «... insistera auprès des gouvernements provinciaux et municipaux pour qu'ils adoptent des mesures similaires.» A première vue, cela semble très prometteur, mais lorsqu'on y regarde de plus près, il est évident qu'on n'y trouve aucune promesse à l'effet que le gouvernement réduira ses dépenses cette année. Le texte dit «restreindra». Je présume que cela veut dire que, comme un homme qui est trop gras, il exercera une certaine retenue sur son appétit, mais il faut plus que de la retenue pour maigrir. Je ne peux trouver aucun économiste qui croit qu'il y ait le moindre espoir que les dépenses gouvernementales aux niveaux fédéral, provincial et municipal, seront moindres en 1975 qu'elles ne l'ont été cette année ou par le passé.

Northcote Parkinson, économiste respecté et auteur du fameux livre la *Loi de Parkinson*, disait récemment:

Les dépenses gouvernementales sont la cause principale de l'inflation. Personne d'autre ne peut exercer d'influence sur elle. La cause de l'inflation est tout simplement qu'il y a trop d'argent, ce qui est causé par un excès de dépenses de la part du gouvernement.

Il exagère peut-être, mais c'est certainement l'exagération d'une vérité fondamentale.

On prétend que, dans le contexte inflationniste, la politique monétaire du gouvernement est appropriée. Encore là, cette prétention est douteuse. D'après moi, on réussirait à redonner beaucoup plus de confiance si les erreurs du passé avaient été admises et, peut-être même, défendues parce que les erreurs commises dans un contexte particulier à un moment donné peuvent être justifiées pour le moment. Mais tant que le gouvernement soutient, comme il semble le faire dans le discours du trône, que ses politiques monétaires et fiscales ont été appropriées, il y a peu d'espoir que des changements pourraient nous donner des mesures appropriées pour commencer à résoudre le problème de l'inflation.

M. Arnold Hart, administrateur en chef de la Banque de Montréal, qui devrait en savoir long et qui en sait long sur les questions monétaires, dit ce qui suit à propos des répercussions de certaines de ces mesures:

... l'inflation, les taux d'intérêt et la masse monétaire ont augmenté en même temps...

L'un des résultats manifestes de ce phénomène est que...

... de plus en plus d'investissements sont financés par la planche à billets et de moins en moins par le

[Le sénateur Grosart.]

processus normal et non inflationniste qui implique l'épargne.

Les honorables sénateurs ont dû être assez alarmés, comme je l'ai été, en apprenant que certaines de nos politiques monétaires ont eu pour résultat de faire fonctionner la planche à billets, car cela rappelle étrangement une grande calamité mondiale qui ne remonte pas si loin que je ne puisse m'en souvenir.

M. Hart dit ensuite:

Les chances de voir le gouvernement freiner les dépenses sont minces maintenant. Les autorités monétaires devront se contenter de diriger avec une main liée.

Voilà combien sont opportunes les politiques monétaires qui ont été appliquées jusqu'à maintenant. Ce n'est guère, certes, une description des effets d'une politique monétaire appropriée.

Je ne reproche pas au gouvernement de ne pouvoir résoudre tous nos problèmes, mais il me semble inquiétant que d'un bout à l'autre le discours du trône semble laisser entendre que le gouvernement connaît toutes les solutions. On nous donne, par exemple, cette longue liste de mesures que le gouvernement se propose de prendre, 68 si j'ai bien compté, alors que l'arithmétique politique la plus élémentaire indique qu'il n'y a pas la moindre chance que ces 68 mesures, ou même la moitié d'entre elles, soient appliquées, par voie législative ou autre, d'ici 12 mois.

Le discours du trône promet une ou des nouvelles politiques en matière d'habitation, qui sont sans aucun doute nécessaires, mais pourquoi si tard? Alors que la demande est la plus forte, le nombre des mises en chantier est actuellement à la baisse cette année, étant passé de 238,000 l'année dernière à 234,000, et l'industrie n'en prévoit que 172,000 pour l'année prochaine. Voilà le degré de confiance que l'industrie de la construction domiciliaire semble avoir dans les mesures proposées.

● (1430)

Le gouvernement parle de malaise ouvrier. «Malaise» est plutôt faible, puisque la phrase suivante commence ainsi:

Les conventions collectives sont annulées.

«Annulées», c'est peu dire. Ces derniers mois, au moins quatre conventions collectives ont été violées par des grèves illégales et de la violence sur les lignes de piquetage, et la situation va s'aggraver, s'il faut croire les avertissements des chefs syndicaux.

Je ne suis pas contre les ouvriers, loin de là, mais je ne peux pas accepter une théorie selon laquelle, si l'on n'aime pas la loi ou si un contrat officiel est désavantageux, on a le droit d'enfreindre la loi ou d'annuler le contrat.

Le premier ministre a été très ferme hier lors d'une entrevue au sujet des autochtones qui se sont rassemblés sur la colline parlementaire l'autre jour. «Ils devraient bien comprendre, a-t-il dit, que mon gouvernement ne négociera jamais sous la menace de la violence.» Le discours du trône ne contenait pas ces paroles. Il aurait peut-être dû puisque cette phrase aurait été plus appropriée dans le discours du trône que dans une entrevue à propos de nos pauvres Indiens protestataires.

Bien sûr, le discours du trône contient les attaques traditionnelles contre le monde des affaires et l'industrie. Certaines sont sans doute bien fondées. Elles ne cadrent cependant pas avec la politique prévue en ce qui concerne le rôle essentiel des investissements du monde des affaires dans la productivité de l'économie.

De fait, honorables sénateurs, la seule perspective encourageante pour l'année qui vient consiste dans le fait